

LA RECHERCHE URBAINE DANS LES PAYS D'AMERIQUE ANDINE

UN ETAT DE LA QUESTION

SOUS LA DIRECTION DE FERNANDO CARRION*

*Centro de Investigaciones, CIUDAD-QUITO.

Dans la même collection :

déjà parus:

- 1 - Terres des uns, Villes des autres. Questions foncières et pratiques urbaines en Afrique.
Ouvrage collectif, 1984, 172 p.
- 2 - Le logement, l'Etat et les pauvres dans les villes du Tiers-Monde.
Ouvrage collectif, 1984, 184 p.
- 3 - La Casbah d'Alger. Gestion urbaine et vide social.
Djaffar LESBET, 1985, 235 p.
- 4 - Renouveler l'approche de la dynamique urbaine par l'analyse des migrations. Essai méthodologique à partir d'expériences en Afrique de l'Ouest.
Véronique DUPONT, Françoise DUREAU, 1988, 135 p.
- 5 - La gestion des services urbains à Beyrouth pendant la guerre 1975-1985.
Fouad AWADA, 1988, 145 p.
- 6 - La recherche urbaine au Maroc. Un état de la question.
Ouvrage collectif, 1988, 98 p.
- 7 - La recherche urbaine au Brésil. Un état de la question.
Licia VALLADARES, 1989, 112 p.
- 8 - La recherche urbaine dans les pays andins. un état de la question.
Ouvrage collectif, CIUDAD, Quito.

à paraître:

- Changement social et mutations urbaines en Amérique latine.
Ouvrage collectif. Textes rassemblés par Martha SCHTEINGART, El Colegio de México.
- La recherche urbaine en Argentine et en Uruguay. Un état de la question.
Nora CLICHEVSKY (CEUR), Rosario AGUIRRE (CIEDUR).

Collectif de rédaction

Guy BURGEL, Yves CABANNES, Pierre CLEMENT, Henri COING, Michel COQUERY, Jean-Paul DELER, Jean-Paul DUCHEMIN, Alain DURAND-LASSERVE, Galila EL KADI, Charles GOLDBLUM, Etienne HENRY, Hélène LAMICQ, Emile LE BRIS, Etienne LE ROY, Djaffar LESBET, Gustave MASSIAH, Khelifa MESSAMAH, Oscar NUNEZ, Annick OSMONT, Raoul PAJONI, Michel ROCHEFORT, Graciela SCHNEIER, Martha SCHTEINGART, Jean-François TRIBILLON.

Secrétariat de rédaction :

Maggy SEURIN (CEGET-CNRS)

Composition et mise en page :

Régine PADOVANI

Impression et reliure :

OCGE-BORDEAUX

Dépôt légal - 2 trimestre 1989 - N°8

©Pratiques Urbaines

**Tous droits de traduction, de reproduction et d'adaptation réservés
pour tous pays**

ISBN - 2.906621.12.9

Sommaire

	Pages
- Avant-propos	1
- Introduction	
Rétrospective de la recherche urbaine en Amérique Andine (Etienne HENRY)	5
- Pérou Barriadas et pouvoirs urbains (Abelardo SANCHEZ LEON)	19
- Colombie Urbanisation et violence (Orlando SAENZ et Fabio VELASQUEZ)	39
- Equateur Jeunesse et vitalité de la recherche urbaine (Fernando CARRION)	63
- Bolivie Des Andes à la ville : une transition inachevée (Godofredo SANDOVAL)	91
- Conclusion	
Pratiques urbaines et recherche andines : quelles perspectives ? (Fernando CARRION)	107
. Annexe I :	
Références bibliographiques par pays	135
. Annexe II :	
Références de la bibliographie thématique	181
. Annexe III :	
Liste des organismes de recherche	187

**CONCLUSION
PRATIQUES URBAINES ET
RECHERCHES ANDINES :
QUELLES PERSPECTIVES ?**

FERNANDO CARRION*

*CIUDAD, Quito, Equateur.

Ce premier essai de systématisation de la recherche urbaine sur l'aire andine correspond à un besoin : en se fondant sur les connaissances accumulées, au cours des dernières décennies, il vise à susciter une réflexion collective sur la ville latino-américaine (Hardoy, 1986). Il nous propose, par ailleurs, de renouveler la conception que nous en avons et notre interprétation des processus urbains.

L'évolution rapide des villes latino-américaines nous oblige à réviser en permanence (1)*, les concepts que nous utilisons pour les étudier.

C'est le cas, par exemple, lorsqu'apparaissent de nouveaux acteurs urbains ("pobladores" ou habitants des quartiers populaires, femmes, travailleurs du secteur informel) ; ou lorsque se développent de nouvelles thématiques, qui proposent une approche plus globale de la question urbaine (santé, enfants, écologie, violence) ou suggèrent de nouvelles utopies (une ville démocratique, une ville pour tous) ; c'est le cas, également lorsqu'émergent de nouveaux rapports entre la campagne et la ville etc.

Une nouvelle conception de la ville latino-américaine nous semble d'autant plus nécessaire que les développements théoriques, fondés sur des conceptions qui prévalaient encore il y a une ou deux décennies, n'ont pas permis d'anticiper l'émergence de nouveaux problèmes, citons par exemple : dans l'aire andine, celui de la drogue (2) ; un autre exemple est celui du désengagement de l'Etat qui tend à transférer ses pouvoirs, en matière de politique urbaine, à la société civile ; un autre exemple, enfin, est celui des effets des prétendues réformes agraires sur l'accroissement de la population urbanisée. De même, certains problèmes, ignorés jusqu'à une époque récente, s'imposent à nous aujourd'hui : la spécificité culturelle andine, par exemple.

*Les notes, appelées dans le texte, sont reportées en fin d'article.

La réalité pluri-culturelle et pluri-ethnique du monde andin contribue à enrichir la problématique urbaine.

Les "théories de l'urbanisation" nous ont montré leurs limites. La théorie de l'urbanisation dépendante, par exemple, a eu le mérite de nous montrer le caractère particulier de l'urbanisation latino-américaine, tout au moins par comparaison, et par opposition à celle des pays "métropolitains". Mais elle a été trop générale et trop réductrice. La richesse et la complexité de la sous-région andine ont été gommées, occultées (3).

D'un autre côté, on assiste à une réhabilitation des approches empiriques soulignant les particularismes locaux.. Cette évolution s'opère au détriment des essais globalisants sur les théories urbaines qui ont été développées à partir des perspectives weberiennes (le conflit) ou marxistes (les contradictions de classe) (4). Dans ces approches, le "local" est étudié pour lui-même et en tant qu'élément d'un territoire plus vaste, mais non spécifié. Il tend à être conçu comme un micro-milieu produit par la société globale et la reproduisant. Dans cette perspective, le local est plutôt un lieu de résistance au changement ; c'est cette résistance qu'il faut vaincre. Le renforcement du pouvoir des communes et la décentralisation encouragés par la Banque Mondiale et d'autres organisations internationales présentes en Amérique Latine, s'inscrivent dans ce cadre. Sur le plan politique et institutionnel, cela suppose une rationalisation de la gestion locale, une amélioration des relations pouvoir central/pouvoir local, permettant d'assurer à la fois une relative centralisation du système de décision et une gestion décentralisée des conflits. Sur le plan économique, la décentralisation suppose un élargissement du marché à l'ensemble de l'espace national et, parallèlement, une décentralisation de la production et des services.

Nous avons, aujourd'hui, un atout : une accumulation d'expériences, tant sur le plan de la recherche que sur le terrain politique. On ne peut pas continuer à négliger des expériences aussi riches et diverses que celles de l'administration municipale et de la participation des habitants de Lima (Chirinos, 1986) (5) ; on ne peut, davantage, mettre à l'écart la forme de protestation colombienne dont l'importance s'est récemment accrue au travers des dits "paros civicos" (grèves) (Santana, 1986) (6), ni le rôle des migrations temporaires, dans le cas équatorien,

qui mettent en évidence une nouvelle forme de relations ville/campagne (Mauro, 1986 ; PISPAL-CIUDAD, 1987), ni les stratégies d'intégration des groupes ethniques en Bolivie (Sandoval, 1987).

On ne peut, enfin, minimiser l'effet croissant produit sur les processus urbains par la drogue, la violence, les politiques d'ajustement, la réalité multi-ethnique, etc... autant de contraintes communes à l'aire andine.

Mais il apparaît important, parallèlement, de s'interroger sur l'ensemble de l'Amérique Latine. Les processus historiques vécus par Cuba (7) et le Nicaragua (8) ne peuvent être ignorés et tenus à l'écart, si l'on veut contrecarrer les politiques qui visent à diviser le continent. C'est à partir de nos propres réalités que nous saurons redéfinir notre conception de la ville latino-américaine, mais aussi en analysant les contraintes qui nous sont propres et les erreurs que nous avons commises. A ce titre, ce qui a pu survenir au Chili, pendant la période de l'Unité Populaire ou au cours du régime dictatorial de Pinochet (Rodriguez, 1986), peut être considéré comme un ensemble d'expériences instructives et enri-chissantes.

Mais redéfinir notre conception de la ville latino-américaine suppose une interrogation et un débat sur notre travail de recherche et notre rôle en tant qu'acteurs sociaux.

Le présent travail s'inscrit dans cette perspective.

I - DEVELOPPEMENT DE LA RECHERCHE URBAINE SUR L'AIRE ANDINE

Le processus d'urbanisation dans l'aire andine et son interprétation ont une origine relativement "tardive", comparés aux autres pays latino-américains ; ce retard se retrouve, également, lorsque l'on examine le développement inégal de la recherche urbaine sur la région ; elle est moins avancée en Bolivie et en Equateur qu'au Pérou ou en Colombie. A cela, s'ajoute la dépendance théorique des recherches

urbaines vis-à-vis de modèles d'explication conçus pour les pays développés.

En effet, dans les années 1960, les chercheurs, "les derniers arrivés" à la recherche urbaine, ont presque toujours adopté une attitude de dépendance, au plan théorique, vis-à-vis de ceux qui "étaient arrivés avant" : faute d'une tradition de recherche suffisante, ils s'attachèrent obstinément aux interprétations déjà existantes et, par manque d'esprit critique, ne parvinrent souvent pas à élaborer leurs propres interprétations. Peu à peu, toutefois, cette situation a évolué, et c'est ainsi que l'on commence à avoir une vision plus globale et complète de la ville latino-américaine ; on évite de renouveler les mêmes erreurs au niveau du choix des thèmes de recherche ou de se référer aux mêmes modèles théoriques d'explication trop éloignés de la réalité andine.

La recherche urbaine sur l'aire andine fait preuve d'une vigueur relativement récente. Longtemps, les sciences sociales privilégièrent, dans les pays andins, l'analyse des sociétés, de type agraire, traditionnelles. Le fait urbain fut même considéré, par certains, comme un épiphénomène, résultat de contradictions extérieures au champ urbain, ou encore comme un problème local ne concernant pas la collectivité nationale dans son ensemble. C'est, finalement, l'Etat et son appareil politique qui légitiment la thématique urbaine, lorsque la ville s'impose comme un fait dominant dans l'espace national.

Ainsi la recherche urbaine sur l'aire andine n'a qu'une tradition courte et c'est récemment qu'elle a été reconnue en tant que telle. Mais sa diversité en fait sa richesse.

Comme le signale Sánchez León dans le cas du Pérou : "la réalité s'est imposée comme thème". C'est sans doute pour cette raison que c'est dans les pays où l'urbanisation est la plus ancienne que la recherche a débuté en tout premier lieu. C'est aussi pour cette raison que la recherche sur l'aire andine est inégalement développée.

Le Pérou et la Colombie, qui ont connu un développement industriel précoce tourné vers le marché extérieur, ont eu des antécédents de recherche beaucoup plus importants que l'Equateur et la Bolivie.

Certains pays mènent leur recherche depuis près de 20 ans déjà (Pérou et Colombie), d'autres depuis 5 ans seulement (Equateur et

Bolivie) ; mais cela ne signifie pas qu'il y ait une progression continue et régulière. Il y a des ruptures dues à la répression, à l'exil, aux rivalités, aux "priorités" mal définies ... La recherche urbaine n'a, en outre, pas été épargnée par les grands problèmes et les conflits qui traversent le continent : on peut y faire figurer la crise économique de la dernière décennie, la dépendance financière et scientifique du continent, la rareté chronique de moyens dûe, entre autres, à l'idée encore largement répandue selon laquelle la recherche est un exercice intéressant, mais sans utilité pratique réelle.

Le retard et le développement inégal caractéristique, de la recherche urbaine latino-américaine et andine, a tendance à se réduire avec le temps. Il est évident que cela ne correspond pas, fort heureusement, à une homogénéisation des interprétations, au contraire : l'accroissement des connaissances, la diversité des expériences, les échanges, permettent une nouvelle interprétation de la ville. En dépit du développement inégal, dans le temps, de l'urbanisation et de la recherche urbaine, paradoxalement, les thèmes initiaux de recherche urbaine furent pratiquement les mêmes dans les quatre pays considérés.

Ainsi trouvons - nous d'un côté, un ensemble d'études relevant de l'urbanisme moderne - en tant que discipline - le thème principal étant celui de la "planification urbaine" (9) ; d'un autre côté, l'orientation est résolument "sciences sociales", avec les thèmes de l'émigration de l'habitat et de la marginalité.

Si l'on cherche une explication à cette relative homogénéité thématique, on note que les traits caractéristiques initiaux de l'urbanisation sont assez semblables : l'urbanisation est essentiellement due à l'exode rural. La ville est profondément marquée par l'insertion - avec des caractéristiques particulières - des migrants. Les problèmes s'y multiplient, comme l'anarchie urbaine, la présence de nouveaux quartiers où les conditions de vie sont précaires. Face à ces difficultés, la planification urbaine apparaît comme une solution structurelle et les théories de l'action sociale comme l'alternative individuelle. Ainsi, la planification et la marginalité apparaissent comme les deux faces d'un même problème : tandis que les théories du développement et de la modernisation concevaient la planification régionale et urbaine comme une panacée, les théories de la marginalité donnaient de la ville une vision pessimiste.

Cependant, selon le pays et le moment, c'est tel ou tel aspect de ces mêmes questions qui est abordé. Tandis qu'en Bolivie, par exemple, les migrations sont appréhendées dans le cadre de la thématique régionale, au Pérou on les envisage à partir de la centralisation : pendant les années 1960, l'accent fut mis sur l'étude des *barriadas* ; pendant les années 1980, la perspective devient plus politique et c'est la question de la participation qui est abordée. En Equateur, les marginaux furent présentés, pendant un certain temps, comme une couche populaire urbaine pour devenir, par la suite, le reflet et l'expression de stratégies de survie et les porteurs des mouvements populaires urbains.

S'il est vrai que, selon les pays, les thèmes ne sont pas traités de la même manière, il n'en est pas moins certain que des approches théoriques très semblables ont donné lieu à une thématisation déterminée. Ce phénomène est encore très sensible dans la région. Il constitue un facteur d'homogénéisation important des analyses et de leurs conclusions. Ce phénomène n'est pas toujours positif : par exemple, le faible développement de la recherche dans les pays urbanisés tardivement, conduisit à adopter et à assimiler, sans esprit critique, des théories ou des modèles d'explication conçus dans les pays du centre.

Les excellentes critiques du dualisme urbain propre aux théories de la modernisation et du développement (Cardoso, Faletto, Arubla) ou les polémiques autour de la notion d'urbanisation dépendante (Castells, Singer, Quijano) ou de reproduction de la force de travail (Nun, Cardoso, Kowarick), ont marqué la recherche latino-américaine. Or, exception faite de la recherche urbaine péruvienne et, dans une moindre mesure colombienne, la recherche andine y fut peu associée, parce que trop jeune encore, ou parce que la ville andine était trop éloignée du modèle urbain dominant dans le reste de l'Amérique Latine.

La problématique urbaine andine est aujourd'hui intégrée à la réflexion sur la ville latino-américaine. Cette réflexion elle-même est l'objet d'une interrogation nouvelle qui porte sur ses propres paradigmes et concepts. On assiste, parallèlement, à un véritable éclatement thématique et à l'arrivée massive, dans le champ urbain, de disciplines et de professionnels qui s'en étaient tenus jusque-là éloignés : anthropologues, architectes, sociologues, ingénieurs, économistes et avocats.

On a, ainsi, beaucoup avancé dans le domaine de la connaissance. La problématique est définie avec plus de rigueur, de nouvelles

hypothèses de travail sont posées. Thèmes et sujets sont renouvelés ou reformulés : la concentration, les établissements populaires, le logement, entre autres ; viennent s'y ajouter depuis peu d'autres thèmes : l'écologie, les enfants, le quotidien, les mouvements sociaux urbains, la technologie. Il nous faut remarquer, fait important, que ces thèmes se situent à l'interface de plusieurs questions : ils illustrent une nouvelle manière d'interpréter le phénomène urbain.

Il a fallu lutter, parallèlement, pour obtenir un espace propice à la production, à la discussion et à la diffusion, à tous les niveaux, y compris, bien entendu, pour maintenir les acquis et alimenter la recherche ; critiquer les approches limitées au court terme, pseudo-techniques et pragmatiques qui ignorent la recherche comme instrument de connaissance et de transformation. Il a fallu, enfin, surmonter les problèmes posés par la pratique même de la recherche : l'épuisement d'un modèle desséché de production des connaissances basé sur l'auto-consommation et résultant de l'absence notable de pratique en matière de gestion sociale ; la crise des paradigmes où se trouve la recherche urbaine ; le fait de suivre des modes et des "nouveautés" plus pour être "vus" dans la discussion et récupérer des fonds que dans le but de chercher des explications et des solutions aux problèmes urbains.

II - LA THEMATISATION DANS LA RECHERCHE URBAINE ANDINE

Tout découpage que l'on fasse de la réalité, pour agir sur elle ou pour la comprendre, implique une forme d'approche à partir d'un système de pensée, implicite ou non. La thématization de la réalité suit un processus aux multiples déterminations. Cela est encore plus vrai si l'on part du fait que l'élément urbain n'est pas une science et que, par conséquent, des disciplines, des professions ou des instruments techniques variés interviennent dans sa définition. C'est pourquoi, de multiples facteurs jouent dans le domaine urbain : les matrices théoriques, les demandes sociales, la constitution de l'Etat et ses instruments, le poids de la conjoncture, du marché financier, etc. Cependant, il est possible d'isoler trois éléments déterminants dans ce processus de thématization : l'Etat, la conjoncture et les paradigmes.

2.1. L'Etat est l'un des facteurs principaux de la thématization de l'urbain. Par son organisation et sa structure, il intervient sur la société

civile et son découpage : il agit, ainsi, à la fois sur la réalité elle-même et sur l'appréhension que nous avons de celle-ci. A partir de la multiplicité de ses instances, de ses politiques et de la complexité du découpage territorial, l'Etat agit de façon à ce que la réalité semble "destructurante" et elle l'est de fait.

La situation devient plus complexe si l'on tient compte du rôle de l'Etat sur l'origine, la conception, l'exécution, la finalité et l'usage des travaux réalisés dans le cadre de la recherche. Omniprésent dans le processus de production de la recherche, l'Etat n'apparaît pas en tant que tel : dans les propositions de planification urbaine ou régionale, il est bien rare qu'apparaisse un diagnostic sur les rapports Etat-Société.

Or c'est l'Etat qui reconnaît, tout d'abord, l'élément urbain comme problématique, c'est encore l'Etat qui est à l'origine des premières recherches dont les liens avec la question du contrôle social en milieu urbain sont évidents : "l'action sociale" et la "planification urbaine". Il faut attendre le début du désengagement de l'Etat de la scène urbaine pour qu'apparaisse, parmi les thèmes de recherche, la critique de ses politiques et de ses instruments.

2.2. La conjoncture - essentiellement les demandes sociales - constitue un autre des facteurs de la thématization.

Des travaux, que nous avons analysés, se dégagent une tendance : l'élément conjoncture joue un rôle essentiel dans la détermination des thèmes de recherche. Ceci nous conduit à aborder la question des rapports entre la théorie et la pratique, entre le chercheur et la politique, la technique, l'empirisme et le pragmatisme.

Il n'est pas rare de voir des groupes de gauche, de droite ou des organismes officiels faire l'apologie d'une action alors même qu'ils en renient les fondements théoriques.

Pour eux, la recherche ne peut être vraiment utile que dans la mesure où elle guide l'action. La théorie est ressentie comme quelque chose à la fois d'élitiste et de trop abstrait qui n'a rien à voir avec le réel. On vise donc à la rendre fonctionnelle à un degré extrême, à la faire

gagner en pragmatisme, à en améliorer la technique. On en arrive, aussi, à rompre l'unité de la démarche scientifique, à appauvrir la réflexion théorique. Nous faisons allusion à la façon dont les couples public-privé, technique-politique, théorique-pratique, etc. propres aux conceptions libérales parviennent, dans bien des cas, à imposer leur postulat aux sciences sociales.

Les réalités locales ou nationales et leur dynamique, imposent à la recherche rythmes, hypothèses, produits et modalités. Si l'on ne refuse pas ce style d'approche, il faut être conscient de leurs limites ; c'est la raison pour laquelle beaucoup de recherches sont des produits non structurés et non cumulatifs, comme le souligne la bibliographie établie à la fin de cet ouvrage.

2.3. Les paradigmes sont un facteur fondamental dans la détermination des thèmes dont ils organisent la problématique de la recherche, génèrent des thèmes, structurent la réflexion théorique, influent sur la méthode (Coraggio, 1987). Ainsi les paradigmes (en tant que représentation globale de la réalité partagée par la communauté scientifique), l'Etat et la conjoncture structurent la thématique et lui donne, sa cohérence.

Toutefois, les paradigmes eux-mêmes, connaissent une évolution interne. Ils évoluent, également, les uns par rapport aux autres en fonction des développements théoriques, mais aussi de celui des techniques et des méthodes, propres aux divers acteurs, chercheurs, bureaucrates, promoteurs, technocrates, etc. Les paradigmes - et par voie de conséquence les thèmes de recherche - évoluent donc en permanence au même titre que les cultures dont ils sont issus.

La thématique n'a donc pas les apparences de neutralité idéologique (10) qu'on lui prête trop souvent.

Chaque paradigme développe sa propre thématisation. Ainsi par exemple, identifie-t-on des thèmes propres au marxisme dans le domaine urbain : la rente foncière, le problème du logement, l'Etat ; des thèmes propres à l'Ecole de Chicago : la ségrégation urbaine, l'habitat, les espaces naturels (areas naturales) ; des thèmes propres à la théorie de la marginalité : l'emploi, la participation et le logement ; ou à la théorie de la modernisation : la scolarisation, la culture urbaine, entre autres.

Sans doute, l'expression la plus extrême de l'atomisation de la réalité est-elle l'empirisme. C'est pourquoi, essayer de systématiser la thématization de l'élément urbain suppose, préalablement, la reconstruction de l'unité d'analyse de l'élément urbain. Mais c'est une tâche difficile, d'autant plus que d'autres facteurs interfèrent, pour infléchir la thématization d'un côté ou de l'autre.

L'offre de ressources économiques - dépendant du financement national ou international - est un élément déterminant ; il y a ainsi un risque permanent de rester prisonnier des thématiques circonstancielles et de devenir une sorte de pion manipulé par des intérêts exogènes. En d'autres termes, on peut être amené à négliger le fait qu'une recherche doit s'inscrire dans un processus cumulatif, à dépendre d'exigences définies au niveau local ou de l'évolution des modes etc. Mais le marché de la recherche est aussi un marché hétérogène qui offre des alternatives et laisse au chercheur une relative marge de manoeuvre par rapport aux chauvinismes, "localismes" et autres xénophobies.

Il existe, depuis longtemps, un changement de point de vue des organismes internationaux et multinationaux qui apportent leur concours financier aux activités de recherche dans un sens large : il se manifeste, en particulier, par un transfert des appuis gouvernementaux vers ce que l'on appelle les Organismes Non Gouvernementaux (ONG), dans le cadre de l'offensive décentralisatrice engagée au niveau mondial, aux plans économiques et politiques.

Il existe, aussi, des facteurs que nous pouvons qualifier de subjectifs, inhérents à la communauté scientifique. Nous nous référons, par exemple, au développement des envies : individualisme, dogmatisme, goût pour les modes.....

III - PARADIGMES ET RECHERCHE URBAINE SUR LES ANDES

La recherche urbaine sur l'aire andine s'est développée dans deux directions opposées : l'empirisme, issue des conceptions écologiques démographiques, anthropologiques, culturalistes, écologistes, d'une part ; et à l'opposé, la généralisation extrême, globalisante, mais forte-

ment réductionniste, offrant une vision mécanique de l'évolution de la société, sans différenciation territoriale, d'autre part. Dans un cas comme dans l'autre, des études se sont développées à partir de systèmes conceptuels incapables de révéler la complexité de la réalité urbaine. Cela ne signifie évidemment pas que l'on renie l'importance et les apports que ces propositions eurent en leur temps.

Il convient, toutefois, de se demander jusqu'à quel point des interprétations, fondées à l'origine sur l'analyse de cas dans des pays en développement plus importants, peuvent être généralisées à l'Amérique Latine ; ou encore, jusqu'à quel point l'urbanisation peut être vue, essentiellement, comme une concentration de population qui sous-estime, voire exclut, les relations sociales. Si elles sont prises en compte, elles le sont surtout, du point de vue économique, et peu du point de vue ethnico-culturel, pourtant fondamental dans l'urbanisation des pays andins. Dans quelle mesure les villes latino-américaines en général, et plus particulièrement celles des Andes, peuvent-elles être considérées comme des espaces de reproduction de la force de travail ? En d'autres termes, jusqu'à quel point ce qui s'est passé dans les pays développés s'est-il généralisé dans les pays en voie de développement (nous faisons référence au colonialisme interne). Jusqu'à quel point, l'un des deux phénomènes s'est-il superposé à l'autre et jusqu'à quel point la problématique des pays andins a-t-elle été occultée ? En réalité, beaucoup de ces propositions masquent la complexité des pays andins en leur imposant des constructions théoriques originaires d'autres latitudes, comme si elles étaient capables de les englober. Voici quelques exemples illustrant ce point de vue.

3.1. Le système urbain en Amérique Latine, est défini, en dehors de tout schéma théorique, comme macrocéphale (11).

On aboutit à un tel constat - issu, en partie, de différentes théories - en utilisant la "méthode de la réduction" qui consiste à ajouter une "explication structurelle", sociologique, ou liée à la théorie de la dépendance, à une approche écologico-démographique. Finalement, la répartition spatiale de la population entraîne la formation d'un seul pôle urbain concentrant la population, le capital, la politique, et qui, de surcroît, est généralement la capitale de la république.

Deux des théories principales proposent une explication de ce processus : celle de la modernisation et celle de la dépendance. Toutes

deux restent profondément marquées par les perspectives méthodologiques de la "théorie du reflet". La première souligne la tendance à la concentration territoriale, produit du développement de l'industrie dans les pôles de la modernisation : les villes. L'un des sujets important de discussion en Amérique Latine dans les années 1960 et au début des années 1970 était celui de la caractérisation de l'urbanisation en relation avec le processus d'industrialisation : la société doit et tend à se moderniser, tout autant qu'elle doit et tend à s'industrialiser, et par conséquent à s'urbaniser. La théorie de l'urbanisation suit une démarche semblable : la tendance générale du développement capitaliste est marquée par la concentration-centralisation du capital, processus qui, à son tour, par un jeu de reflet, se reproduit dans l'espace. La théorie de la modernisation et celle du reflet anticipent, toutes deux, un développement urbain macrocéphalique. Elles nous renvoient, au débat sur la dépendance : la société dépendante voit l'équilibre de son réseau urbain rompu au profit d'une "métropolisation" perçue comme un phénomène négatif.

Mais il se trouve que, sur l'aire andine, cette présumée loi générale du processus d'urbanisation latino-américain, caractérisée par la macrocéphalie urbaine, n'est pas fondée. Caractéristique du Pérou, elle constitue, ailleurs, une exception (12). En Equateur, on assiste à un processus d'urbanisation, bicéphalique, attribué à une constellation de "villes intermédiaires"(13). En Bolivie, on a une "primauté" organisée autour d'un axe structurant trois pôles (14). En Colombie, ce sont quatre villes qui structurent les zones principales et dessinent un "réseau urbain atypique en Amérique Latine" (15).

Cette réalité nous amène à nous demander si, dans chaque pays andin, il n'existerait pas un "réseau urbain national", voire même plusieurs réseaux, et si l'utilisation de ce concept est pertinente.

En d'autres termes, la "loi générale" de l'aire andine reste l'exception en Amérique Latine ; en outre, l'absence d'une caractéristique distinctive fondamentale (la macrocéphalie) constitue un point de référence obligatoire pour l'interprétation des cas nationaux. Chacun des auteurs, auxquels nous faisons référence, définit l'urbanisation de son pays par le côté "atypique" ou "anormal" dû à la non existence de la macrocéphalie. C'est comme si la "théorie" dominante exigeait cette comparaison, ou, en d'autres termes, comme si l'énoncé

de cette théorie obligeait à construire une explication justifiant "l'exception" au lieu de conceptualiser le phénomène (16).

3.2. Dans ces conditions, le facteur historique a été remplacé par le facteur dynamique, selon lequel les processus ne sont plus que des tendances naturelles, des évolutions etc. et donc sans passé historique. Par conséquent, "la théorie" n'est plus qu'une collection de cas additionnés et comparés entre eux, ou qu'une construction dans laquelle ils peuvent très difficilement se reconnaître. La théorie de la modernisation et ses variantes définissent l'urbanisation à partir du schéma selon lequel le but final est le développement, la modernité, la ville, alors que, entre autres, les cultures andines sont traditionnelles, attardées, rurales et ne connaissent pas de processus d'urbanisation. En d'autres termes, ce qui est andin n'est pas urbain. C'est pourquoi, des pays comme la Bolivie et l'Equateur furent tardivement reconnus comme urbains. La vision actuelle, qui s'apparente beaucoup à la théorie de la modernisation, montre qu'être andin et rural se confond avec être historiquement attardé.

La conquête a fondé son processus civilisateur sur une conception stratégique de la ville ; selon ce principe, la civilisation vient d'Espagne, se situe dans la ville et adopte un modèle centrifuge et concentré qui cherche à diffuser les caractères modernes, civilisés et urbains dans un monde dispersé, andin, barbare et rural.

3.3. La structure de la théorie écologico-démographique de l'urbanisation se fonde sur une définition associant la concentration de population à l'élément urbain, à la ville, et la dispersion à l'élément rural. C'est-à-dire que l'élément urbain est défini par un attribut et non pas comme partie intégrante et facteur de relations sociales.

La définition de cet attribut a servi de base à la politique espagnole de colonisation et sert encore, aujourd'hui, dans la définition des politiques d'occupation du territoire et de développement urbain. La politique de "reducciones" (enclave regroupant des populations indigènes dispersées auparavant), appliquée par le vice-roi Toledo à partir de 1570, se nourrissait d'une vision idéologique d'"habitat dispersé" et utilisait les qualificatifs de "desparramados entre sembríos" (dispersés au milieu des

terres cultivées), "caserios apartados" (maisons de campagnes isolées), "indómitos" (indomptables), pour faire référence aux habitations andines et à leur localisation. Selon Ramón (1987), il s'agit d'une vision urbano-centriste originaire d'Espagne et dont les andinologues modernes, eux-mêmes, n'ont pu se dégager (17).

L'espace andin est une réalité extrêmement complexe : il ne peut être appréhendé comme concentration ou dispersion. Même après un processus permanent et soutenu de plusieurs siècles de domination et d'expulsion vers les "reducciones". L'espace andin déconcerte les chercheurs, par ses formes symboliques ou figuratives, le temps et la distance, le patrimoine d'un inconscient collectif, les rapports étroits entre la campagne et la ville, l'espace communautaire qui ne s'inscrit pas dans un espace clairement délimité.

Les relations campagne/ville sont complexes, car elles obéissent à plusieurs logiques, correspondant à deux moments historiques, à deux formes territoriales : le précapitalisme et le capitalisme ; la campagne et la ville.

3.4. Les analyses globalisantes ne résistent pas aux approches empiriques. Celles-ci ont produit des modèles dont l'influence sur les politiques urbaines est grande. Parmi ces modèles, le plus significatif est celui exposé dans les travaux de Turner (1976) relatif à la "liberté de construire" ou au "logement évolutif", modèle repris et développé ensuite par des organismes internationaux qui utilisèrent comme principal terrain expérimental les villes de Lima et de Bogota. Ces propositions ont été contestées par Pradilla (1983) dans sa critique de l'"autoconstruction" et par Rodríguez et Riofrio (1980) qui ont souligné "l'invasion" d'agents externes (ONG, organisation internationale, coopération étrangère) dans les secteurs populaires.

IV - LES PORTEURS DES PARADIGMES

Quelles institutions produisent et diffusent les paradigmes ?

La recherche urbaine est avancée dans les pays ayant atteint certains niveaux de développement et dans des endroits où la tradition

universitaire et les libertés académiques sont les plus grandes. Certains organismes internationaux y contribuent.

Le cadre institutionnel initial est, d'une façon ou d'une autre, lié à l'Etat, perçu au travers de la planification urbaine comme susceptible d'intervenir efficacement sur la ville. La vague de planification, qui parcourt aujourd'hui l'Amérique Latine, s'explique par cela (18).

Ce phénomène s'accroît ; de nouveaux pays, de nouveaux centres, de nouveaux thèmes ou courants théorico-méthodologiques s'imposent. On assiste, également aujourd'hui, à une plus grande spécialisation des institutions. Celles-ci ont, par ailleurs, un contact plus suivi avec les organisations populaires et l'établissement de relations différentes avec les centres de décision politique.

Il s'agit là d'une tendance générale : le développement institutionnel, en fait, est en étroite relation avec le type de régime politique, la situation de l'université, l'influence du pays dans les conjonctures internationales etc.

En Colombie, par exemple, où la tradition est très forte et où la crise n'est, somme toute, pas si aiguë, la privatisation des institutions de recherche n'a pas autant d'impact qu'au Pérou et en Equateur. L'orientation des centres dépend largement des caractéristiques de la société : au Pérou, on travaille davantage sur des activités de promotion alors qu'en Colombie, l'orientation est plutôt académique.

Ce processus de privatisation de la recherche s'affirme depuis les années 1980 sous l'action délibérée de certaines agences ou organismes internationaux de financement. Cette action est conforme aux options libérales ou néolibérales et vise, tout à la fois à diminuer le rôle de l'Etat et à renforcer la société civile (19).

Quoi qu'il en soit, il est indéniable qu'actuellement on observe une croissance des centres de recherche urbaine et un renforcement de leur intégration. Les particularismes locaux tendent à s'estomper. La définition des orientations des centres est moins tributaire qu'auparavant des "contacts personnels". Cette évolution a permis plus de continuité et de régularité dans l'accumulation des connaissances. Les programmes

de collaboration bilatérale (échanges, études comparatives), ou multilatérale (groupes de travail, réseaux, publications, discussions), s'inscrivent dans ce cadre, de même que les regroupements régionaux de chercheurs ou d'institutions (CLACSO, PISPAL, CEAAL, ALAHUA), ou les initiatives visant à améliorer la diffusion et à renforcer les liens de coopération à tous les niveaux.

V - LA REALITE COMME PARADIGME ?

Existe-t-il un ou plusieurs types d'urbanisation en Amérique Latine ? L'urbanisation andine existe-t-elle ? Passe-t-elle par des étapes prévisibles ? Sans répondre à ces questions, essayons de dégager quelques lignes directrices.

Nous nous trouvons à un moment où la recherche urbaine doit récupérer "le réel" par une revalorisation des approches théoriques. Il est indispensable de nous placer au delà des modes, il faut, également, dépasser l'atomisation thématique extrême. Notre champ de recherche - l'urbain - doit être redéfini. Sur cette base, une réflexion, à caractère méthodologique, doit nous conduire à redéfinir nos thèmes de recherche. Tel est le défi actuel.

Il est important de développer des concepts plus en prise sur le monde réel et non pas surgis des grandes abstractions. Cela ne consiste pas à liquider la théorie mais, bien au contraire, à faire le point sur son état, à accepter son caractère dialectique et, par conséquent, à approfondir son développement. De nouveaux systèmes de classification théorique doivent produire une nouvelle information empirique, de même qu'une théorie permettant d'interpréter les processus et d'anticiper l'action des divers acteurs.

Dans le cas présent, récupérer "le réel", par une approche théorique, suppose que soit reconnue la problématique spécifique à l'Aire Andine. Cette réflexion doit prendre appui sur de nouveaux concepts comme le signale Sánchez Parga (1985). Les concepts de "territoire" et de "frontière", à l'intérieur desquels se définit un groupe social et qui sont propres à la culture occidentale, ne nous ont pas semblé

transposables à la réalité andine. Ainsi la vieille institution du "ayllu" *, des "mitimaes" ** et la notion d'"économie verticale" nous conduisent à reconsidérer l'espace comme une entité, peut-être en effet composée de territoires divers constituant l'assise de groupes sociaux distincts. Cette superposition de territoire, nous conduit donc à nous interroger sur la notion de frontière et par suite, à la redéfinir.

La configuration régionale - déduite d'une géographie "ancestrale" et de la résistance sociale au développement capitaliste dans l'Aire andine - définissent largement les particularités de ce type d'urbanisation. On ne peut pas plus chiffrer le processus d'acculturation que les rapports de production capitaliste, par contre le développement capitaliste, tout en détruisant certaines relations, adapte, subordonne et redéveloppe, de manière conflictuelle, des formes non capitalistes de production, surtout à la campagne et dans le cadre de l'économie urbaine informelle. Ces rapports sociaux portent la double marque du capitalisme et d'un ensemble de relations ethno-culturelles non capitalistes, typiques des cultures indigènes et subordonnées (Calderón, 1985,) (20).

Le poids des Andes a joué un grand rôle dans la constitution des régions : l'Altiplano, les vallées, la plaine, la côte sont des éléments de la géographie, de la culture et de l'économie, mais aussi de l'écologie avec tout ce qu'elle induit aux plans économiques et culturels en terme d'appropriation symbolique de l'espace par la population, de développement des économies rurales, de constitution du pouvoir, de formation de mouvements sociaux etc.

Le "réel" ne permet pas, en tant que tel, d'appréhender les processus et les tendances de l'évolution. Mais de nouvelles et riches perspectives d'analyse de la problématique urbaine se dégagent aujourd'hui ; de nouvelles disciplines interviennent : l'histoire, l'anthropologie en particulier, qui permettent un renouvellement de la lecture que nous faisons de l'urbanisation latino-américaine.

Ainsi l'objectif doit être d'"organiser le champ des idées sur l'urbain en visant à transformer la réalité conformément aux perspectives populaires" (Coraggio, 1987).

*Division du territoire d'une communauté en quatre quartiers relativement indépendants mais centralisés autour du village, selon une division cardinale : N/S/E/W.

**Indiens fidélisés, envoyés comme colons, à ne pas confondre avec les "mitors" : corvées féodales.

Dans cette perspective - et si l'on essaie d'organiser le champ des idées relatives à l'urbain - deux directions de travail peuvent être identifiées : d'un côté, la reconstruction de l'unité d'analyse urbaine, nécessaire pour redéfinir une thématique, d'un autre côté, la recherche de nouvelles interprétations globales et générales du phénomène urbain en Amérique Latine.

VI - L'ABSENCE D'UTOPIES, COMME COMPOSANTE DE LA CRISE URBAINE

La ville andine est un mélange de ségrégations sociale et ethnique. C'est une ville antidémocratique, pluriculturelle. Les relations campagne/ville sont complexes et ne sauraient être réduites au binôme simplificateur contradictions et/ou continuum (21).

La logique, sur laquelle on a prétendu se fonder jusqu'à maintenant pour comprendre la ville, a montré ses limites. L'anarchie et la crise urbaine sont si évidentes que notre attention est sans doute, avant tout, mobilisée sur une question : comment sortir de cette crise ? La crise urbaine est plus claire en l'absence d'utopies : alors que nous affirmons que la ville andine requiert l'élaboration d'un projet original, ou d'un autre modèle, nous ignorons à quel genre de ville nous voudrions parvenir.

Pourquoi n'avons-nous pas cette utopie ? Pourquoi n'avons-nous pas été capables de la créer ? Il y a au moins deux explications à cela :

a) la première explication a un rapport direct avec les théories. On doit se demander comment ces dernières purent anéantir la possibilité d'une utopie urbaine, d'autant plus qu'elles ont vu le jour dans les villes (22).

Les utopies nous font défaut parce que, entre autres, nous nous sommes renfermés dans les particularismes locaux propres à l'empirisme ou dans la généralisation extrême du structuralisme (marxiste ou fonctionnaliste). Le "spatialisme", en tant que forme supérieure de l'empirisme, a limité des propositions à une préfiguration de la ville telle qu'on l'aurait souhaitée, mais il empruntait, malheureusement, plus aux modèles idéaux-imaginaires amenés de l'extérieur qu'à la réalité urbaine

existante. Il exprime, d'une certaine façon, une forme de rejet de la réalité d'évasion vers le futur à travers des propositions chimériques.

Les approches structuralistes, réduisant l'élément spatial à l'élément social par la voie de la "théorie du reflet", privilégient un type d'analyse unicausal et provoquent, par la même occasion, une sorte de mise à l'écart de la problématique urbaine. De cette façon, la théorie du reflet, appliquée à la relation espace/société, fétichise l'espace, rejette la possibilité de le ressentir comme un processus historique (et comme tel tributaire d'autres processus d'ordre plus général) et sépare l'élément social de l'élément spatial. De cette manière, l'espace est nature et existe seulement dans la mesure où il est déterminé par le social. Il intervient après au lieu d'être considéré comme l'une des variables constitutives de la réalité. Le spatial n'en joue pas pour autant le rôle d'un simple contenant de processus plus généraux, il en est intrinsèquement et réciproquement cause et effet.

Notre observation vise aussi à construire les priorités politiques et à y situer l'urbain. Dans cette perspective nous avons un projet de société mais pas de projet de ville. On ne peut nier, cependant, que c'est à ces conceptions que l'on doit la réintroduction de l'urbain dans le champ de la politique et du débat idéologique.

Le type de relation nouée avec la réalité dépend étroitement des théories. Que ce soit parce que le conjoncturel prime, ou parce que nous sommes devenus des chroniqueurs, la pratique d'une recherche guidée par la "théorie du reflet" nous a conduit à n'être que les opposants ou les critiques ex post de faits passés et à nous préoccuper davantage du passé que d'un avenir désiré. Nous n'avons pas étudié la réalité à partir du futur parce que la principale raison d'être de nos recherches est de dénoncer, revendiquer ou critiquer.

b) Une autre observation concerne les actions concrètes développées en matière urbaine. Il faut signaler qu'on est passé d'une forte valorisation de l'urbain, imposée par les contenus de l'"action sociale", à sa disparition du champ des politiques publiques, des préoccupations de l'Etat.

A l'optimisme des années 1960, lorsque nous croyions à l'imminence de la transformation sociale, a succédé la crise des années 1980. Du développementalisme (substitution des importations, planifica-

tion) et du nationalisme (étatisations, nationalisations, réformes agraires) nous sommes passés au libéralisme à outrance du "laisser faire-laisser passer".

Dans le domaine urbain, les années 1960 sont marquées par les théories de l'action sociale, par l'investissement dans les services et le logement dans le cadre de politiques de redistribution des revenus et de contrôle du développement social. Dix ans après, on voit apparaître les propositions technocratiques de planification urbaine, plus influencées par la nécessité de contrôler le milieu social urbain que de le transformer. Les années 1980 sont marquées par la mise à l'écart de l'urbain dans les politiques publiques avec la suppression des subventions aux services et aux équipements. La reproduction de la force de travail incombe davantage à la société civile - apauvrie - qu'à l'Etat (stratégies de survie, vol, prostitution). La ville n'est plus administrée. C'est pour cette raison même qu'il devient urgent, aujourd'hui, d'avoir un projet de ville : de sortir du pessimisme et du scepticisme actuels.

La ville se trouve sous le contrôle d'une administration acéphale. En premier lieu, parce qu'elle subit l'action à la fois déstructurée et déstructurante des instances gouvernementales (gouvernement central, institutions décentralisées, conseils départemental, municipal) ; en effet la commune, en principe gestionnaire de la ville, a vu ses attributions et sa marge de manoeuvre limitées. Elle a perdu, petit à petit, toute légitimité ; en deuxième lieu, parce que les processus de décentralisation économique ont conduit à la privatisation de nombreux services et équipements urbains. La ville actuelle est très différente et beaucoup plus complexe que celle d'autrefois.

Dans ce contexte, on peut se demander quel type de ville nous souhaiterions bâtir ? Quelle est la ville à laquelle nous voulons parvenir ? Quels doivent être les bénéficiaires de la nouvelle ville ? Quels sont les principaux agents pouvant envisager un tel projet ?

Dans le domaine de la réflexion théorique quelque chose est en train d'évoluer. Citons le travail de Rodriguez (1985), par exemple, sur la "ville démocratique", ou celui de Hardoy (1986) sur les changements qui se sont opérés peu à peu sur le processus de "reconception" de la ville latino-américaine ; citons encore, le plan d'action et de gouvernement municipal de Barrantes au sujet de Lima et dont la consigne était : "une

ville pour tous". Nous assistons à un autre phénomène, au sein de nos villes, qui apparaît de façon anonyme et dispersée : la lente élaboration des formes utopiques de développement communautaire urbain prenant appui sur de nouvelles formes de propriété, de légalité et de participation des habitants, l'établissement de réseaux de solidarité, etc. Mais ces projets continuent à être fractionnés, atomisés et minoritaires.

Il est important de souligner que nous sommes intégrés dans un processus collectif où s'inscrivent des partis politiques, des mouvements sociaux, intellectuels, aux positions diverses, et que d'une façon ou d'une autre, nous sommes à la recherche d'une ville différente, venant de la différence et allant vers la différence, une ville respectueuse des identités culturelles et sociales.

Nous voulons que notre ville respecte le passé historique, qu'elle construise, dès aujourd'hui, un avenir équilibré sur le plan social, et qu'elle favorise une vie digne, juste et créative ; mais aussi qu'elle sauve la nature de la voracité de la spéculation immobilière, de l'expansion du capital ; nous voulons enfin, que l'équilibre écologique y soit rétabli. Cette ville sera l'expression du "droit à la ville" de toute citoyenneté, une ville démocratique, beaucoup plus humaine, où les enfants, les jeunes et les personnes âgées prendront en charge, de façon organisée, l'avenir de leur ville. Ce problème devient commun à une majorité de gens, il devient la responsabilité de tous. C'est un processus ouvert.

NOTES

(1) Il faut insister sur le fait que, dès le départ, la définition de la problématique urbaine s'inscrit dans le cadre du changement social. Quijano (1968) le note lorsqu'il fait la remarque suivante : "il s'agit d'un phénomène multidimensionnel qui est une des expressions les plus importantes du processus de changement de nos sociétés". Nous pouvons, aujourd'hui, affirmer qu'il ne s'agit pas seulement d'une des "expressions" mais aussi l'une des causes. Ce processus acquiert, ainsi, une dimension idéologique.

(2) L'exemple le plus significatif apparaît, sans doute, dans la ville de Medellín en Colombie. Ici le dénommé "Cartel de Medellín" a ses propres programmes de logement et de loisirs. Il ne faut pas, par ailleurs, négliger son influence sur le marché immobilier, par l'intermédiaire de la hausse des prix ("blanchiment des dollars"), sur le développement des formes de violence urbaine et sur le comportement des habitants.

(3) Pour avoir une vue d'ensemble plus complète sur l'urbanisation dans les Pays Andins, on peut se reporter aux travaux de Calderón F. (1984) pour la Bolivie ; Jaramillo (1987) pour la Colombie ; Carrión F. (1987) pour l'Équateur ; Calderón J. (1985) pour le Pérou.

(4) "Il n'y a pas une théorie du développement local mais, plutôt des théories sur le développement qui sont différentes quant à la manière de prendre en considération le "local". Pour l'évolutionnisme, le "local" est un principe négatif significatif de résistance, à l'opposé du "global" porteur de progrès. Pour l'historicisme, le "local" est une entité spécifique qui doit être étudiée en opposition au "global" représentatif d'uniformité. Pour le structuralisme, le "local" est le lieu de reproduction des grandes contradictions à l'oeuvre dans le "global" (Arocena J. 1987).

5) Il a été peu fait pour systématiser cette expérience bien que quelques essais aient été tentés : Allou et Riofrio (1986), Calderón (1987), Chirinos (1980) entre autres.....

(6) Les grèves civiques ont déconcerté, au début, les politologues orthodoxes qui ont tenté de les assimiler à des luttes ouvrières et même syndicales, sans doute pour leur attribuer des critères traditionnels de légitimité "révolutionnaire" (Jaramillo, 1986).

(7) On ne peut être insensible aux propositions de réforme urbaine, à la politique de logement, à l'organisation des services collectifs et à la configuration régionale du territoire mises en avant au cours du processus révolutionnaire cubain (Hardoy, Acosta, 1971).

(8) Par exemple : les processus urbains dans un contexte de guerre, ou encore le rôle de l'espace dans la guerre, l'organisation d'un nouveau système d'installations urbaines à partir d'une hégémonie populaire nouvelle (Martinez, 1986).

(9) On note que c'est, d'abord, l'architecte qui s'intéresse à l'urbain. On parvient à l'interdisciplinarité lorsque les sciences sociales se développent et s'y intéressent.

(10) C'est la raison pour laquelle les thèmes que nous allons développer sont porteurs d'une vision particulière, d'une conception globale de la problématique urbaine dans le pays.

(11) Il est possible de parvenir à ce résultat, indépendamment des théories mises en avant, en rajoutant une "explication structurelle" à la conception écologico-démographique.

(12) Il serait, cependant, utile de s'interroger sur la validité d'une telle proposition pour les cas de l'ensemble de l'Amérique Latine.

(13) La forte croissance urbaine dans les villes intermédiaires, supérieure à celle des villes principales, dans toutes les périodes entre deux recensements témoigne d'une tendance inverse à celle que l'on observe en Amérique Latine. En effet, les études mettent en évidence une accentuation de la primauté urbaine en Amérique Latine entre 1950 et 1975. Dans le pays, par contre, après une période de consolidation de la suprématie de Guayaquil et Quito qui a débuté avec le développement du cacao (1860-1920), il semble que l'on assiste à un processus dans lequel la dynamique des villes intermédiaires est plus intense que celle des métropoles (Larrea, 1986) (souligné par nous).

(14) Contrairement à ce qui s'est passé dans d'autres pays d'Amérique Latine, la croissance urbaine n'a pas été "macrocéphale" et ne s'est donc pas concentrée sur une seule ville mais s'est plutôt étendue sur un axe

E.W. regroupant les villes de La Paz, Cochabamba et Santa Cruz. Les modalités de croissance dépendent des caractéristiques socio-régionales de chaque département (Calderón F. 1984) (souligné par nous).

(15) Contrairement aux autres pays d'Amérique Latine caractérisés par la macrocéphalie urbaine, la réalité colombienne est tout autre : la capitale, Bogota, ne regroupe qu'une partie limitée de la population et des activités économiques ; et il existe une certaine hiérarchie des villes qui rappelle ce que certains théoriciens urbanistes appellent un réseau urbain "équilibré" avec tous les problèmes que soulève une telle notion (Jaramillo, 1987) (souligné par nous).

(16) De cette façon, ce qui est historique est remplacé par ce qui est dynamique, de sorte que les processus finissent par être naturels et donc sans passé historique, et que la théorie devient une collection de cas ajoutés les uns aux autres.

(17) Le terme "habitat dispersé" n'est donc pas une catégorie analytique mais, simplement, une notion descriptive, une manière de caractériser, négativement, un phénomène, une manière idéologique de percevoir une réalité, différente de celle provenant de la tradition espagnole, mais qui n'est pas une caractérisation positive de la logique des installations humaines (Ramón, G., 1987).

(18) Il ne faut pas oublier que, depuis les années 1950, dans le cadre de la CEPAL et de la théorie du développement, la solution aux problèmes urbains a été présentée dans un cadre propre à l'époque : planification urbaine, pôles de développement, industrialisation de substitution aux importations.

(19) Les agences internationales de financement ont des stratégies relativement claires en matière de recherche. Certaines donnent de l'importance aux aspects géo-politiques (certains pays contre d'autres) ; d'autres aux acteurs sociaux (groupement politiques, sociaux) ; à des domaines particuliers (la femme, stratégies de survie) ; à certains styles de travail (action, développement) ou d'institutions (privées, étatiques).

(20) "On n'ignore pas que chaque bolivien appartient à un ethos social, culturel et régional particulier et qu'il cherche à construire son apparte-

nance à la nation dans et sur cette diversité.

L'identité nationale se construit à partir de faits particuliers, la nation étant une référence plurielle (Calderón, 1985).

(21) "La multiplicité de bipartitions", allant de l'opposition jusqu'à la complémentarité (il ne s'agit pas de dualité proprement dite), et la créativité permanente du monde andin, nous contraignent à ne pas prendre en compte des schémas préconçus pour l'approcher et le comprendre (Ramón, 1985).

(22) Moro et Campanella construisent leur utopie concernant l'ensemble de la société à partir de la ville.

(23) Que la construction, ou le développement des villes, ne se fasse pas à partir de rien. Que soit pris en considération l'aspect historique du monde andin et reconnu le processus de métissage.